

Rimouski - Mont-Joli > Actualités

Les enseignantes et les enseignants manifestent à Sainte-Flavie



[Roger Boudreau](#)

Publié le 14 avril 2015



Publié le 14 avril 2015

Des enseignantes manifestent contre les demandes faites par le gouvernement dans le cadre du renouvellement de la convention collective des enseignantes et enseignants de Commission scolaires.

Gracieuseté Gaétan Morissette

Ils étaient une cinquantaine d'enseignants et d'enseignantes aux feux de circulation à Sainte-Flavie à manifester contre les offres du gouvernement

dans le cadre du renouvellement de leur convention collective.

À la table de négociations, les discussions avec la partie patronale concernant la situation de précarité de plus de 40% des membres, , plus particulièrement celle des enseignants et enseignantes de la formation professionnelle, de la formation générale des adultes et de ceux à statut précaire, sont amorcées. Les propositions gouvernementales n'offrent rien de bon afin d'aider ces enseignantes et enseignants à progresser dans leur profession. « Au contraire » dit la résidente de la Fédération des syndicats de l'enseignements, madame Josée Scalabrini, présente à Sainte-Flavie, « le gouvernement veut abolir les planchers d'emploi en FP et en FGA, diminuant ainsi le nombre de postes et condamnant à la précarité la majorité du personnel enseignant de ces secteurs ».

Quant à la présidente du SERM, elle a ajouté « que les enseignantes et enseignants continuent de dénoncer l'ensemble des offres gouvernementales qui condamnent le système d'éducation québécois à l'échec ». Elle rappelle que le gouvernement propose notamment d'augmenter le nombre d'élèves par classe, d'augmenter de huit heures par semaine la tâche, de diminuer les services aux élèves en difficulté, et d'ajouter des motifs permettant le dépassement du maximum d'élèves.

Des automobilistes et, surtout, des camionneurs qui empruntaient la route conduisant à Mont-Joli klaxonnaient pour démontrer leur appui aux enseignantes et enseignants ou leur désapprobation du gouvernement Couillard.